

2 Politique

**17e Sommet de la Francophonie
Ali Bongo à Erevan aujourd'hui**

J.O.
Libreville/Gabon

LE chef de l'Etat arrive aujourd'hui dans la capitale de la République d'Arménie où il va prendre part, aux côtés de ses pairs, au sommet de la Francophonie regroupant l'ensemble des dirigeants des pays ayant en partage le français. Ali Bongo Ondimba et les autres dirigeants de l'espace francophone, dont le français Emmanuel Macron, devront aborder les questions d'intérêt commun devant déboucher sur une meilleure diplomatie multiculturelle entre les-

aits pays. Ce sommet, placé sous le thème du "Vivre ensemble", va se tenir dans un contexte particulier. Son enjeu principal est la nomination du nouveau secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Un poste pour lequel sont en concurrence deux femmes : la Rwandaise Louise Mushikiwabo, soutenue par l'Union africaine (UA) et la France, face à la secrétaire générale sortante, la canadienne Michaëlle Jean, qui a vu ses chances s'envoler mardi en perdant le soutien de son pays. La candidature rwandaise fait cependant grincer des dents : le Rwanda a rem-

placé en 2008 le français par l'anglais comme langue obligatoire à l'école, puis a rejoint le Commonwealth, équivalent anglophone de l'OIF, un an plus tard. C'est d'ailleurs en anglais que Paul Kagame avait annoncé la candidature de sa ministre. Face à Mme Mushikiwabo, Michaëlle Jean défend son bilan, assurant à l'AFP avoir "positionné la Francophonie sur l'échiquier multilatéral", tout en mettant en avant son "africanité". "Je suis Haïtienne et Canadienne afro-descendante", répète-t-elle. A l'instar des autres pays africains membres de l'UA, les autorités de Libreville soutiendront la candidature de l'actuelle ministre

des Affaires étrangères du Rwanda, Louise Mushikiwabo. Un pays avec lequel le Gabon entretient d'excellentes relations. En outre, lors de ce 17e sommet de la Francophonie, le Gabon soutiendra la candidature de l'Arabie Saoudite à l'intégration à l'OIF, en tant que membre observateur. Les travaux de cette rencontre prendront fin demain vendredi. Il est à rappeler qu'avec l'explosion démographique du continent africain, 85% des francophones y vivront en 2050, sur un total de 700 millions, contre 274 aujourd'hui, selon l'Organisation dont le siège est à Paris en France.



Photo : PRESSE PRESIDENTIELLE

Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, lors d'un précédent sommet de la Francophonie.

**Au sortir du premier tour des élections couplées/Conférence de presse des observateurs de l'UA
"L'atmosphère était calme et pacifique"**

M.A.M
Libreville/Gabon

EN mission d'observation pour les élections couplées (législatives et locales), l'Union africaine (UA) a fait son bilan du premier tour de ce scrutin. L'institution s'est dite satisfaite de manière globale, du déroulement des élections. Au cours d'une conférence de presse qu'ils ont animée, les observateurs conduits par Mamed Sidibé, ont déclaré que ces échéances électorales se sont tenues dans "une atmosphère calme et pacifique. Le personnel de sécurité, discret et professionnel, était présent dans tous les centres". Toutefois, ils ont relevé des irrégularités qui, selon eux,



Photo : D.R

Le chef de mission de l'UA, Mamed Sidibé (c) lors de la conférence de presse.

ne peuvent avoir un impact négatif sur l'issue du scrutin. Mamédi Sidibé et son équipe composé de 29 membres ont répertorié, entre autres manquements,

l'ouverture tardive de bureaux de vote variant d'une à six heures, l'acheminement tardif du matériel électoral, etc. A ce titre, ils ont recommandé au Centre

gabonais des élections (CGE) d'assurer la distribution du matériel électoral dans les délais requis afin de pallier les retards observés. Aussi, ces observateurs

ont-ils appelé l'organe en charge des élections à renforcer la sensibilisation des électeurs afin qu'ils prennent connaissance des phases du processus électoral et par la même occasion, renforcer les capacités de son personnel. Même si cette mission d'observation n'a couvert que les provinces de l'Estuaire, Moyen-Ogooué et Woleu-Ntem à cause de la pénurie de carburant à cette période là, elle a tout de même rassuré "qu'à cela ne tienne, lors du second tour, nous couvrirons toutes les provinces". Par ailleurs, évoquant la question de la participation, les observateurs ont relevé que celle-ci était "particulièrement" faible. Une situation que Mamed

Sidibé et les siens expliquent par un certain nombre de facteurs notamment, "la pluie, le manque de carburant et le boycott prôné par certains partis de l'opposition". Ils n'ont pas non plus manqué de s'adresser aux candidats des partis politiques. Ces derniers ont été invités à respecter les résultats issus des urnes. Dans ce sens, le chef de mission des observateurs a indiqué que, le recours aux procédures légales devrait, selon leur entendement, être la voie primordiale afin de préserver la paix et la stabilité du Gabon. Dans ce sens, le gouvernement a, pour sa part, été appelé à poursuivre ses efforts de réconciliation du peuple gabonais.

La société civile s'indigne de sa non implication

LLIM
Libreville /Gabon

LE Réseau des organisations libres de la société civile pour la Bonne gouvernance au Gabon (ROLBG), accompagné de la Coalition des syndicats et associations du Gabon (CSAG), de la Plate-forme nationale de la société civile, de l'association Sunset Développement et de quelques "témoins actifs", a, au cours d'une conférence de presse à son siège, hier après-midi, fustigé le déroulement des élections couplées (législatives et locales) du 6 octobre dernier. Il a notamment dénoncé la non participation de la société civile, ainsi que le rôle de l'Union africaine (UA) dans le déroulement de ces scrutins. Selon Emmanuel Mve Mba représentant le CSAG, dans ce qu'il a appelé "la déclaration de la



Photo : LLIM

Les membres de la société civile lors de leur conférence de presse au siège du ROLBG.

société civile gabonaise suite à l'élection du 6 octobre 2016", quatre constats peuvent être faits à l'issue du déroulement de ces élections. Premier constat, a-t-il dit : "la victoire massive du parti au pouvoir constitue en réalité, une victoire sans panache à cause du manque de légitimité du

processus électoral dans l'ensemble et du fort taux d'abstention enregistré lors de ces élections". Deuxièmement, c'est "une victoire de la corruption politique visible par la mise en place d'une vaste opération de fraudes électorales à grande échelle". Troisième constat, la non inclusion de la So-



Photo : LLIM

La presse était présente.

ciété civile dans le processus électoral par les autorités en place et l'absence d'une observation électorale impartiale et d'une surveillance électorale domestique qui d'après lui, "ont retiré à ces élections toute crédibilité et légitimité". Enfin, quatrième constat il qualifie les insti-

tutions gabonaises qui ont participé de "non crédibles et illégitimes". Le représentant du ROLBG, Georges Mpage a, quant à lui, insisté sur l'absence de la société civile dans le processus électoral. Rappelant que l'arrivée des observateurs de l'UA ne s'est faite que deux jours avant le

vote. D'où, a-t-il martelé, cette participation qui démontre à suffisance "la complicité de l'UA avec les régimes inamovibles de l'Afrique centrale qui truquent traditionnellement et systématiquement les élections dans de nombreux pays dont le Gabon". Trois recommandations ont été faites aux "victimes de la fraude électorale". Elles ont été invitées à déposer les pièces à conviction, les preuves y relatives et les rapports détaillés en vue de la mise en place d'une commission technique aux fins de poursuites judiciaires devant les tribunaux gabonais et les instances internationales. Et demandé à la communauté nationale de "n'accorder aucun crédit à ces élections frauduleuses et illégitimes"; et à la communauté internationale d'œuvrer pour la réforme du système de gouvernance au Gabon.